

Chambre des Représentants

Kamer der Volksvertegenwoordigers

20 OCTOBRE 1948.

PROPOSITION DE LOI

instituant une Commission nationale d'Information
sur l'opportunité de la reprise des attributions royales
par S. M. Léopold III.

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

I. — *Il s'agit d'une question nationale.*

La présente proposition de loi est dominée par la conviction que le problème dit « royal » est un problème d'une importance vitale dont la solution, non seulement intéresse dans le présent l'unité et la stabilité intérieure, mais engage gravement l'avenir de la Nation.

Elle est dominée aussi par la volonté de servir efficacement, en ce moment crucial, la cause de la Monarchie et de la Dynastie, à laquelle, dans leur quasi unanimité, les Belges demeurent fidèlement attachés.

Son but est de faire progresser le douloureux débat dans le sens de la solution qui sera reconnue conforme aux exigences du salut public.

Elle se place ainsi en dehors et au-dessus des passions partisans qui, s'il leur était permis d'exploiter pareil litige à des fins électoralistes, ne tarderaient pas à compromettre à la fois la paix civique et le prestige international de la Belgique.

A ce point de vue l'urgence est incontestable, qui s'attache à l'adoption d'une mesure d'information préalable à la décision finale.

20 OCTOBER 1948.

WETSVOORSTEL

tot instelling van een Nationale Commissie van Onderzoek naar de gepastheid van de wederuitoefening, door Z. M. Leopold III, van zijn Koninklijke bevoegdheden.

TOELICHTING

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

I. — *Een aangelegenheid van nationaal belang.*

Dit wetsvoorstel is gesteund op de overtuiging, dat de zogenaamde « Koningskwesie » een allereerst vraagstuk is, waarvan de oplossing niet alleen voor het heden belang oplevert voor de eenheid en de stabiliteit van het land, doch ook de toekomst van de Natie op ernstige wijze in de waagschaal stelt.

Het werd verder ingegeven door de wil, op dit beslissend ogenblik, op doeltreffende wijze de zaak te dienen van Monarchie en Dynastie, waaraan nagenoeg alle Belgen trouw gehecht blijven.

Het streeft er naar het pijnlijk debat vooruit te helpen in de zin van de oplossing die in overeenstemming zal worden bevonden met hetgeen voor 's lands heil wordt vereist.

Het staat aldus buiten en boven de partijhartstochten die, indien men ze in dergelijk geschil tot kiesdoel-einden uitbuit, vroeg of laat en de vrede onder de burgers en het internationaal aanzien van België in het gedrang zouden brengen.

In dit opzicht kan niet worden betwist dat het dringend nodig is een onderzoeksmaatregel aan te nemen, die de eindbeslissing zou voorafgaan.

G.

II. — *La question doit être placée exclusivement sur le plan politique.*

Interprète unanimement mandaté du groupe parlementaire auquel il appartient, l'un des signataires de la proposition de loi s'est exprimé à ce sujet, sans aucune équivoque, dès la séance de la Chambre des Représentants du 20 juillet 1945.

Applaudi sur tous les bancs de la droite lorsqu'il déclara que son groupe « n'entendait prononcer aucune condamnation quelconque, de quelque chef que ce soit, contre qui que ce soit », il poursuivit dans ces termes :

« Peut-être serai-je approuvé moins facilement, lorsque » j'entends situer le problème sur le terrain politique. » Ici je hiérarchise trois intérêts : l'intérêt du pays d'abord, » au-dessus de tous les autres (*applaudissements sur tous les bancs*), ensuite l'intérêt de la monarchie et de la » dynastie, que je place immédiatement après — et pres- » que à côté de l'intérêt du pays. Après, et après seule- » ment, le point de vue personnel du Souverain. J'ajoute » que s'il y a quelqu'un au monde qui doit avoir la même » conception de cette hiérarchie, c'est le Souverain lui- » même : car la dignité royale se justifie par le fait » que le Roi a été élevé, a grandi, s'est développé dans » l'existence pour une tâche qui n'est souveraine que parce » qu'elle est dominée par l'unique souci d'être toujours et » en toute matière le serviteur de la Patrie, afin d'en » incarner la grandeur, la permanence et la dignité inter- » nationale. »

Les auteurs de la proposition, lorsqu'ils prennent la même position de principe, ne font donc que confirmer l'attitude définie, voici trois ans déjà, au nom de leur groupe parlementaire.

III. — *La mesure d'information ne peut pas être la consultation dite populaire proposée par un groupe parlementaire.*

Ici encore, dès le 20 juillet 1945, nous avons porté sur celle-ci le jugement le plus sévère. Nous n'avons pas modifié notre point de vue.

« Cette consultation », disions-nous, « sera nécessaire- » ment précédée d'une campagne électorale aussi bien » qu'une élection normale. Qu'y sera-t-il discuté ? Le Roi » seul, rien que le Roi. Les documents les plus abomina- » bles, comme les documents les plus dignes de foi, sorti- » ront de l'ombre. Les assertions les plus calomnieuses se » développeront, comme les plus nobles et les plus sincères. » Sur tous les murs, dans toute la presse, dans les réunions » publiques, partout déferlerait le flot d'injures et de boue. » L'attaque aussi bien que la riposte perdraient toute » mesure. Deux mystiques adverses se heurteraient irré- » médiablement. »

II. — *De kwestie moet uitsluitend op het politiek plan worden geplaatst.*

Als eenparig door zijn parlementaire fractie aangesteld woordvoerder, heeft een van de ondertekenaars van het wetsvoorstel zich reeds op de vergadering van 20 Juli 1945 van de Kamer der Volksvertegenwoordigers zonder enige dubbelzinnigheid uitgelaten.

Toegejuicht op al de banken der rechterzijde, toen hij verklaarde, dat zijn groep « niet het inzicht had een welkdanige veroordeling uit te spreken om hetzij welke reden, tegen hetzij wie ook », ging hij voort in de volgende bewoordingen :

« Maar wellicht zal ik minder gemakkelijk instemming bekomen, wanneer ik het probleem op het politiek terrein wens te brengen. Daar voorzie ik hiërarchisch drie belangen : 's lands belang in de eerste plaats, boven alle andere (*toejuichingen op al de banken*), daarna het belang der monarchie en van het vorstenhuis, dat ik onmiddellijk daarop — en bijna naast het belang van het land laat volgen. Daarna, en dan slechts, het persoonlijk standpunt van de Vorst. Ik voeg er aan toe, dat indien iemand ter wereld dezelfde opvatting dient te hebben van die hiërarchie, het de Vorst zelf is : want de koninklijke waardigheid rechtvaardigt zich door het feit, dat de Koning werd opgevoed, is opgegroeid, zich in het leven heeft ontwikkeld voor een taak welke slechts souverain is omdat zij door de enige gedachte wordt beziel, steeds en op alle gebied, de dienaar te zijn van het Vaderland, ten einde de grootheid, de duurzaamheid en de internationale waardigheid er van te belichamen. »

Wanneer de indieners van het voorstel hetzelfde principieel standpunt innemen, dan bevestigen zij derhalve slechts de houding, die reeds vóór drie jaar, namens hun parlementaire fractie werd bepaald.

III. — *De onderzoeksmaatregel kan niet de door een parlementaire fractie voorgestelde zogenaamde volksraadpleging zijn.*

Hierover ook hebben wij reeds op 20 Juli 1945 het strengste oordeel geveld. Wij hebben onze zienswijze niet veranderd.

« Die raadpleging », zegden wij, « zal inderdaad worden » voorafgaan door een kiescampagne, zowel als een » normale verkiezing. Wat zal daar worden besproken ? » De Koning alléén, en niemand anders dan de Koning. » De meest verfoeilijke, zowel als de meest geloofwaardige documenten zullen het licht zien. De lasterlijkste » aantijgingen zouden ingang vinden, zowel als de edelste » en de meest oprechte verklaringen. Op al de muren, in » de gehele pers, op de openbare vergaderingen, overal » zou een vloed van scheldwoorden en van slijk loskomen. »

Et montrant à quelles extrémités, proches de la guerre, cette affreuse querelle pourrait atteindre, nous ajoutons :

« Si l'on en vient aux urnes, que donneront-elles ? Le
» Roi aura sans doute une majorité. Mais il sait d'avance
» que cette majorité réside essentiellement dans une partie
» du pays et dans un seul parti politique : cette partie du
» pays, c'est le pays flamand, et ce parti, c'est le parti
» catholique. Et alors ? Elu par cette majorité réduite, qui
» a sa base dans un seul parti et dans une seule partie
» du pays, comment pourra-t-il remplir la fonction royale,
» incarner encore l'unité et la permanence de la Patrie ?
» Comment pourra-t-il être l'arbitre incontesté des dissen-
» timents qui se manifesteront dans la Nation ? Comment
» pourra-t-il, à l'exemple de ses illustres prédécesseurs,
» tracer et maintenir les directives générales selon les-
» quelles se développeront nos destinées ? Croyez-vous que
» cela puisse être possible ? Non, vous ne pouvez pas le
» croire, si vous faites abstraction de toute passion, de
» tout préjugé. »

A ces considérants que nous maintenons aujourd'hui dans toute leur force, nous ajoutons cependant les observations suivantes :

1° Nous faisons alors bon marché de l'objection constitutionnelle. A l'examen, il s'aperçoit cependant que la consultation proposée n'est pas un referendum, portant sur une question de droit ou de fait, qui ne serait pas en contradiction ouverte avec l'esprit de la Constitution. Il s'agit, en réalité, d'une consultation portant sur la personnalité du Chef de l'Etat, d'un plébiscite qui n'ose pas dire son nom et que jamais les Constituants n'eussent songé à rendre possible. Il ne suffit pas de dire que la décision finale resterait, comme il est évident, au Parlement. La conséquence inévitable d'un tel scrutin serait d'exercer sur la représentation nationale une pression inadmissible, portant l'atteinte la plus grave à l'équilibre de nos institutions. Cette objection de principe, qui repousse la distinction du « Pays Réel » et du « Pays Légal » — ce n'est pas la première fois qu'il est tenté d'introduire cette distinction en Belgique — est à nos yeux décisive.

2° Prescrire la consultation populaire, généralement à contre cœur et comme pis aller, — n'arrange rien. C'est alors seulement que le problème royal rebondira dans toute sa violence, dans une atmosphère surchauffée par la campagne électorale. Comment imaginer alors que le rassem-

» Bij de aanval zowel als bij de verdediging zou alle maat
» worden overschreden. Twee tegenstrijdige mystieken
» zouden onvermijdelijk in botsing komen. »

En aantonend tot welke uitersten, die in burgeroorlog zouden kunnen ontaarden, die afschuwelijke twist zou kunnen leiden, voegden wij er aan toe :

« Komt het tot stemming, wat zal deze dan opleve-
» ren ? De Koning zal ongetwijfeld een meerderheid be-
» komen. Maar op voorhand weet hij, dat die meerder-
» heid hoofdzakelijk te zoeken is in een gedeelte van het
» land en bij een enkele politieke partij : dit landsgedeelte
» is het Vlaamse land, en die partij is de katholieke par-
» tij. En wat dan ? Gekozen door die beperkte meerder-
» heid, die haar steun vindt in een enkele partij en in een
» gedeelte van het land, hoe zal hij de koninklijke functie
» kunnen vervullen, de éénheid en de duurzaamheid van
» het Vaderland nog langer kunnen belichamen ? Hoe zal
» hij als onbetwist scheidsrechter kunnen optreden bij de
» meningsverschillen welke in de Natie zullen ontstaan ?
» Hoe zal hij, naar het voorbeeld van zijn doorluchtige
» voorgangers, de algemene richtlijnen kunnen voorschrij-
» ven en handhaven, volgens welke onze lotsbestemming
» zich zal ontwikkelen ? Geloofd gij dat dit mogelijk is ?
» Neen, dat kunt gij niet, indien gij alle hartstocht, alle
» vooringenomenheid terzijde laat ! »

Aan die overwegingen, die wij thans nog met dezelfde kracht doen gelden, voegen wij nochtans de volgende opmerkingen toe :

1° Wij gaven toen niet veel om het grondwettelijk bezwaar. Bij nader onderzoek ziet men evenwel in, dat de voorgestelde raadpleging geen referendum is, slaande op een rechts- of feitelijke kwestie, die niet openlijk in strijd zou zijn met de geest van de Grondwet. In werkelijkheid, doordat de raadpleging slaat op de persoon van het Staatshoofd, gaat het om een volksstemming waaraan men de naam niet durft geven, en die de Grondwetgevers nooit gedacht zouden hebben mogelijk te maken. Het volstaat niet te zeggen, dat de eindbeslissing vanzelfsprekend bij het Parlement blijft berusten. Een dergelijke stemming zou als onvermijdelijk gevolg hebben, op de nationale vertegenwoordiging een onduidelbare druk uit te oefenen, die de ernstige inbreuk zou uitmaken op het evenwicht van onze instellingen. Dit principieel bezwaar, dat het onderscheid verwerpt tussen het « Werkelijk Land » en het « Wettelijk Land » — het is niet de eerste maal dat wordt gepoogd dit onderscheid in België ingang te doen vinden — is naar onze mening beslissend.

2° Het voorschrijven van de volksraadpleging, over 't algemeen met tegenzin en als noodoplossing, kan geen uitkomst brengen. Dan eerst zal het Koningsvraagstuk weer op 't tapijt komen met alle geweld, in een door de kiescampagne oververhitte atmosfeer. Hoe kan men zich

blement de la Nation puisse se faire autour d'une autorité capable de s'acquitter de sa tâche ?

3° Un des groupes de la majorité annonce la rupture de la coalition gouvernementale en cas d'adoption de la consultation populaire. Le groupe libéral a déclaré fermement qu'il est résolu à ne point le remplacer au pouvoir par la constitution d'un Gouvernement de droite qui se chargerait de procéder à la consultation. Il faudrait donc en venir à une dissolution du Parlement qui, dans l'atmosphère déjà décrite, ne pourrait se faire que dans un chaos politique dont le danger s'ajouterait à tous les autres. La Belgique entrerait ainsi infailliblement dans une période d'agitation compliquée de troubles sociaux, susceptible de détruire l'effort admirable de reconstruction nationale, qui n'a été obtenu que par la collaboration solidaire de toutes les classes et de toutes les énergies. Seuls les extrémistes les plus inquiétants pourraient en retirer profit et s'en réjouir, à l'heure même où la situation internationale est pour tous les autres citoyens un juste sujet de préoccupations angoissantes.

Par toutes ces raisons, le groupe parlementaire libéral est donc obligé de maintenir la position définie le 20 juillet 1945.

Il faut cependant dissiper une équivoque, que d'aucuns s'attachent délibérément à créer. Etre contre la consultation populaire ce n'est pas nécessairement être contre le Roi. Etre pour la consultation populaire ce n'est pas nécessairement être pour le Roi. Les attitudes prises à l'égard de cette mesure d'information ne préjugent aucunement des votes qui seraient émis sur le fond du problème royal.

IV. — *La mesure d'information doit consister dans l'institution d'une Commission nationale.*

Cette mesure est aujourd'hui nécessaire, parce que l'effacement volontaire, tel que notre groupe le préconisait en juillet 1945, n'a pas réuni le libre concours de volontés indispensables. Il convient cependant que nous rappelions ce que l'effacement signifie à nos yeux.

Nous disions alors :

« Quand on ne peut pas être un très grand Roi, on peut »
 » cependant être un très grand homme. On peut dire à la »
 » Nation : je vous place au-dessus de moi — et je le »
 » prouve. Rassemblez-vous autour de mon Enfant : incar- »
 » nez en lui et réalisez avec lui tout ce que j'avais conçu »
 » d'espérances. Assurez-lui le concours unanime de tous »
 » les bons citoyens. Je demande à mes partisans d'être »
 » autour de mon Fils, de faire en sorte qu'il règne à sa »
 » majorité, entouré de l'amour et de la confiance de la »
 » Nation tout entière ».

dan inbeelden, dat het Volk zich zou kunnen scharen rond een gezaghebber, bij machte zich van zijn taak te kwijten ?

3° Een van de meerderheidsfracties kondigt de verbreking aan van de regeringscoalitie ingeval de volksraadpleging wordt aanvaard. De liberale fractie heeft nadrukkelijk verklaard, dat zij niet bereid is om deze aan het bewind te vervangen bij het vormen van een rechtse Regering, die er zich zou mede belasten de volksraadpleging te houden. Men zou dus moeten komen tot een Parlementsontbinding, die in de reeds beschreven atmosfeer, slechts zou kunnen geschieden in volle politieke chaos, waarvan het gevaar bij al de andere zou bijkomen. België zou aldus onvermijdelijk een periode van beroering beleven, gepaard gaande met maatschappelijke onlusten, van die aard dat de bewonderenswaardige krachtsinspanning voor 's lands wederopbouw te niet zou worden gedaan en waarvan de uitslagen slechts te danken zijn aan de solidaire samenwerking van alle standen en van alle krachten. Alleen de meest verdachte extremisten zouden er baat kunnen bij vinden en er zich over verheugen op het ogenblik zelf, dat de internationale toestand voor alle andere burgers terecht aanleiding geeft tot angstwekkende bezorgdheid.

Om al die redenen ziet de liberale parlementsfractie zich genoopt het standpunt te handhaven dat op 20 Juli 1945 werd bepaald.

Nochtans is het nodig een dubbelzinnigheid uit de weg te ruimen die sommigen trachten ingang te doen vinden. Wie tegen de volksraadpleging is, is niet noodzakelijk tegen de Koning. Wie voor de volksraadpleging is, is niet noodzakelijk voor de Koning. De ten opzichte van deze onderzoeksmaatregel aangenomen houdingen lopen geenszins vooruit op de stemmingen die over de grond van het Koningsvraagstuk zouden worden uitgebracht.

IV. — *De onderzoeksmaatregel moet bestaan in de instelling van een nationale commissie.*

Bedoelde maatregel is thans nodig, omdat het zich vrijwillig terugtrekken, zoals door onze fractie in Juli 1945 aangetrezen, niet de vereiste vrije medewerking heeft bekomen. Het past nochtans in herinnering te brengen wat de terugtrekking voor ons betekent.

Wij zegden toen :

« Zo men geen zeer groot Koning kan zijn, kan men »
 » nochtans een zeer groot man wezen. Men kan aan de »
 » Natie zeggen : « Ik stel U boven mij — en ik lever er het »
 » bewijs van. Schaart U omheen mijn Kind; belichaamt »
 » daarin alles van ik aan hoop en verwachtingen had ge- »
 » droomd. Verzekert het de eenparige medewerking van »
 » alle goede burgers. Ik vraag aan mijn partijgangers om- »
 » heen mijn Zoon te staan; te bewerken, dat Hij, bij zijn »
 » meerderheid zou regeren, omring door de liefde en het »
 » vertrouwen van geheel de Natie. »

Et nous ajoutons :

« Nous devons reconnaître au Roi le droit d'inscrire dans le même acte : J'affirme et je maintiens que je n'ai manqué en rien au devoir royal, au civisme et à l'honneur. C'est soucieux uniquement de l'intérêt vital de la Patrie, du salut public qui domine tout le reste, que je m'efface. — Il peut faire cela, et nous répondrions : d'accord. Tout ce triste débat serait arrêté et oublié. Nous répondrions qu'il faut que le jeune Roi vienne en Belgique pour être entouré de notre affection unanime. Nous répondrions par le vœu que le Roi Léopold rétablisse sa vie familiale sur la terre natale. Il dépend aujourd'hui du Roi que tout cela se réalise. *Si on laisse la plaie s'envenimer davantage, peut-être ne sera-ce plus possible demain* ».

Nous n'avons certes rien à y changer. Mais la solution souhaitée n'est pas venue — et par conséquent il faut désormais, que par une mesure d'information efficace, le Roi, le Gouvernement et le Parlement soient éclairés d'urgence sur les possibilités actuelles.

Ce rappel du passé démontre surabondamment que le libéralisme belge n'a jamais failli à son devoir de loyalisme. Comment expliquer sinon que l'exposé de sa thèse ait pu rencontrer — les « Annales » en font foi — de « vifs applaudissements » sur certains bancs catholiques ? Ici encore, il s'est créé une équivoque qui ne pourra désormais être alléguée contre nous.

Il est affirmé cependant que notre proposition serait — elle aussi — inconstitutionnelle. Et cette objection ne peut être négligée.

Il existe un précédent. En 1946, la constitution d'une Commission fut suggérée, à l'initiative du Roi, par les Présidents des deux Chambres, dont la personnalité était certainement au-dessus du soupçon de donner leur haut patronage à une initiative inconstitutionnelle. A l'époque, le Gouvernement refusa d'y acquiescer. Nous-mêmes avons approuvé ce refus, parce que notre position de juillet 1945 nous permettait d'espérer que le recours à une procédure d'information ne serait pas nécessaire.

Cette proposition différerait cependant de la nôtre, en ce que l'appréciation contradictoire des actes du Roi pendant la guerre conférerait en fait à la Commission un pouvoir juridictionnel à l'égard du Chef de l'Etat. Pour nous, il ne s'agit plus que de se prononcer sur l'opportunité de la reprise par le Roi de ses attributions, cette opportunité étant appréciée sous l'angle de l'intérêt public — c'est-à-dire celui de la concorde nationale, de la paix intérieure, du fonctionnement normal de nos institutions constitutionnelles. Un tel mandat n'a évidemment rien de judiciaire.

En wij voegden er aan toe :

« Wij moeten de Koning het recht toekennen, in dezelfde akte te schrijven : « Ik bevestig en ik houd staande, dat ik in niets ben tekort gekomen aan mijn koninklijke plicht, aan de burgerzin noch aan de eer. Uitsluitend bezorgd om het levensbelang van het Vaderland, om het algemeen heil waardoor al het andere wordt overheerst, trek ik mij terug. » Hij kan dit doen. En wij zouden antwoorden : « Accoord. » Geheel dit bedroevend debat zou worden stopgezet en vergeten. Wij zouden antwoorden, dat de jonge Koning naar België moet komen om er te worden omringd door onze eenparige genegenheid. Wij zouden antwoorden met de wens, dat Koning Leopold III zijn gezinsleven op zijn geboortegrond zou herstellen. Thans hangt de verwezenlijking van dit alles af van de Koning. *Indien men de wonde verder laat verergeren, zal het misschien morgen niet meer mogelijk zijn.* »

Wij moeten voorzeker niets daaraan veranderen. Maar de gewenste oplossing is achterwege gebleven, en bijgevolg is het voortaan nodig, dat door een doeltreffende onderzoeksmaatregel, de Koning, de Regering en het Parlement dringend worden ingelicht over de tegenwoordige mogelijkheden.

Uit die herinnering aan het verleden blijkt ten overvloede, dat het Belgisch liberalisme nooit aan zijn plicht van getrouwheid is tekort gekomen. Hoe zou men anders kunnen verklaren, dat de uiteenzetting van zijn standpunt — zoals blijkt uit de Parlementaire Handelingen — levendige toejuichingen heeft ingeoogst op sommige katholieke banken ? Hier ook nog is dubbelzinnigheid ontstaan, die voortaan niet meer tegen ons zal kunnen worden uitgespeeld.

Nochtans wordt beweerd, dat ook ons voorstel ongrondwettelijk zou zijn. En dit bezwaar mag niet over het hoofd worden gezien.

Er bestaat een voorgaande. In 1946 werd de instelling van een Commissie, op initiatief van de Koning, aanbevolen door de Voorzitters van beide Kamers, wier persoon voorzeker boven de verdenking stond hun hoge bescherming te verlenen aan een ongrondwettelijk initiatief. Te dien tijde weigerde de Regering haar instemming ermede te betuigen. Wij hebben zelf die weigering goedgekeurd omdat ons voorstel van Juli 1945 ons liet hopen, dat de toevlucht tot een onderzoeksprocedure overbodig zou zijn.

Dit voorstel verschilde nochtans van het onze doordat de op tegenspraak gevestigde beoordeling van de door de Koning tijdens de oorlog gestelde daden feitelijk aan de Commissie een rechtsbevoegdheid toekende ten opzichte van het Staatshoofd. Volgens ons moet nog slechts uitspraak worden gedaan over de gepastheid van het wederuitoefenen door de Koning van zijn ambtsbevoegdheden, gepastheid die moet worden beoordeeld in het opzicht van het algemeen belang, m. a. w. het belang van de nationale verstandhouding, de binnenlandse vrede, de normale werking van onze grondwettelijke instellingen. Een dergelijk mandaat heeft natuurlijk niets rechterlijks aan zich.

Il suffit de cette comparaison pour établir que le grief d'inconstitutionnalité est dépourvu de tout fondement. Et, dès lors, il ne reste qu'à examiner la valeur pratique de notre formule.

V. — *La composition de la Commission.*

Les principes dont nous nous sommes inspirés sont les suivants :

1° Sauf pour le Ministres d'Etat et les Bâtonniers de Cassation et d'Appel, aucun membre n'est désigné personnellement. Tous sont librement choisis par les groupes intellectuels, économiques, sociaux, ou par les institutions patriotiques qu'ils auront charge de représenter. Les tendances politiques, dont l'expression se trouve ainsi réduite à l'extrême, ne seront présentes que par un délégué de chaque groupe parlementaire. Le Président lui-même serait élu par ses pairs lors de l'assemblée constitutive.

2° Tout a été conçu, non point pour assurer à l'avance une majorité quelconque, mais au contraire pour qu'aucun préjugé ne puisse être déduit des désignations auxquelles il sera procédé.

3° L'équilibre a été recherché au mieux, de façon à assurer de façon aussi satisfaisante que possible, en dehors de l'intervention des partis, la représentation de grands éléments constitutifs de la communauté nationale.

Le texte de l'article 2 est entièrement conforme à ces principes — et nous pouvons donc nous limiter à de brefs commentaires.

En ce qui concerne la désignation des Ministres d'Etat — M. Roger Motz, Président du Parti Libéral, dans un article publié récemment, s'est exprimé de façon parfaite. « On peut admettre », écrit-il, « que le Collège le plus important au sein de la Commission soit celui des Ministres d'Etat. Si vraiment le peuple belge n'a plus confiance en la clairvoyance, la sagesse et l'expérience politique des Ministres d'Etat, c'est que le régime parlementaire lui-même est tombé dans un discrédit sans espoir de rédemption. Tous nos Ministres d'Etat ont été consultés par Albert I^{er} et quelques-uns le furent par Léopold II; ils connaissent, pour y avoir collaboré, les services que la dynastie a rendus au Pays. On peut faire confiance à leur patriotisme et, pour certains d'entre eux, à ce détachement philosophique et serein qui caractérise les hommes politiques à la fin de leur carrière ».

La représentation réduite accordée aux tendances politiques, la présence des Bâtonniers, représentants attirés de la science et de l'expérience juridiques, ne peuvent soulever, pensons-nous, aucune contestation. — pas plus que

Die vergelijking volstaat om aan te tonen, dat het bezwaar van ongrondwettelijkheid van alle grond is ontbloot. Bijgevolg moet nog slechts de practische waarde van onze formule worden onderzocht.

V. — *Samenstelling van de Commissie.*

Wij hebben ons door de volgende beginselen laten leiden :

1° Behalve wat betreft de Ministers van Staat, de Stafhouders van de Hoven van Verbreking en van Beroep, wordt geen enkel lid persoonlijk aangewezen. Allen worden vrijelijk verkozen door de intellectuele, economische en sociale groepen, of door de vaderlandse instellingen, die zij zullen gelast zijn te vertegenwoordigen. De politieke strekkingen, waarvan de uiting aldus tot het uiterste wordt beperkt, zullen slechts worden vertegenwoordigd door een afgevaardigde van iedere parlementaire fractie. De Voorzitter zelf zal door zijn gelijken op de algemene stichtingsvergadering worden verkozen.

2° Alles werd opgevat, niet om vooraf een welkdanige meerderheid te verzekeren, maar integendeel opdat men niet zou kunnen vooruitlopen op het oordeel door te steunen op de aanwijzingen waartoe zal worden overgegaan.

3° Het evenwicht werd zoveel mogelijk nagestreefd om op de meest bevredigende wijze, buiten de tussenkomst van de partijen, de vertegenwoordiging te verzekeren van de grote bestanddelen van de nationale gemeenschap.

De tekst van artikel 2 stemt volkomen overeen met die beginselen, zodat wij ons met een kort bondige commentaar kunnen vergenoegen.

Wat de aanwijzing van de Ministers van Staat betreft, heeft de heer Roger Motz, Voorzitter van de Liberale Partij, in een onlangs verschenen artikel, op afdoende wijze verklaard: « Men kan aannemen », zo schrijft hij, « dat het meest belangrijk college in de schoot van de Commissie dit van de Ministers van Staat zou zijn. Indien het Belgische volk werkelijk geen vertrouwen meer stelt in het doorzicht, de wijsheid en de politieke ondervinding van de Ministers van Staat, dan betekent dit dat het parlementair regime zelf onherroepelijk alle aanzien heeft verloren. Al onze Ministers van Staat werden door Albert I geraadpleegd, en sommigen door Leopold II; zij weten, doordat zij er aan hebben medegewerkt, welke diensten het Vorstenhuis aan het Land heeft bewezen. Men mag vertrouwen stellen in hun vaderlandsliefde en, voor sommigen van hen, op die filosofische en kalme onbevangenheid, die de politieke mannen op het einde van hun loopbaan kenmerkt. »

De beperkte vertegenwoordiging van de politieke strekkingen, de aanwezigheid van de Stafhouders, aangewezen vertegenwoordigers van de rechtswetenschap en -ondervinding, kunnen, naar wij menen, geen aanleiding geven

celle des représentants des corps professoraux des quatre universités.

Il en sera de même de la place largement accordée aux représentants des institutions patriotiques : Conseil National de la Résistance ; Etats Généraux des Anciens Combattants ; Association des Vétérans Coloniaux, qu'il eût été injuste d'oublier en pareille circonstance.

La participation des intérêts économiques et sociaux a été étudiée avec le souci d'écarter toute ingérence partisane et d'établir au mieux l'équilibre satisfaisant. Il fallait, en effet, tenir compte de ce que des intérêts considérables trouveraient simultanément leur représentation dans plusieurs catégories.

C'est ainsi qu'à côté de la Fédération des Industries Belges, les chefs d'entreprises trouveront des interprètes dans les deux Conseils économiques Flamand et Wallon, et même éventuellement parmi les délégués des corps universitaires. Il en sera de même des Classes Moyennes et de l'Agriculture, spécialement représentées cependant par leur Conseil Supérieur. La représentante du Conseil National des Femmes Belges ne sera certes pas isolée, les autres organismes pouvant, eux aussi, comme il est souhaitable, avoir recours à certaines désignations féminines.

Estimera-t-on que la représentation ouvrière est trop élargie ? C'est encore M. Roger Motz qui nous en donnera la meilleure justification. « Les auteurs de la proposition n'ont pas voulu, écrit-il, que les représentants de la classe ouvrière aient l'impression d'être littéralement perdus parmi les représentants des milieux intellectuels, juridiques et économiques ». Observons, en effet, que les milieux ouvriers ne trouveraient guère, dans les autres catégories, l'occasion d'obtenir une représentation complémentaire.

Contrairement à ce que l'on eût pu prévoir, la Magistrature n'est pas représentée. Nous avons estimé, en effet, d'une part, que l'intervention du pouvoir judiciaire dans un litige concernant l'Exécutif pourrait soulever une contestation d'ordre constitutionnel ; — d'autre part, que la Magistrature, aussi bien que l'Armée, doit, en pareille circonstance, conserver une sérénité absolue, qu'elle ne peut trouver que dans l'abstention et le silence.

Objectera-t-on enfin, comme le prévoit M. Roger Motz, que par le fait de la désignation des membres par voie d'élection, des difficultés surgiront au sein des divers collèges ? « Il est tout de même incontestable », répond-il, « que des élections de ce genre auront moins de retentissement et provoqueront moins de remous, qu'une vaste consultation populaire, au cours de laquelle le Roi, sa femme, son entourage, peut-être sa famille, seront inmanquablement entraînés dans la boue par les plus fanatiques de ses ennemis ».

Ajoutons que les élections auront lieu obligatoirement

tot enige betwisting, evenmin als die van de vertegenwoordigers van het lerarenkorps van de vier universiteiten.

Hetzelfde dient gezegd wat de ruime plaats betreft, die wordt voorbehouden aan de vertegenwoordigers van de vaderlandlievende instellingen : de Nationale Raad van de Weerstand ; de Staten-generaal van de Oudstrijders ; de Vereniging der Koloniale Veteranen, die men bij zulke gelegenheid niet zou mogen hebben voorbijgaan.

De deelname van de economische en sociale belangen werd onderzocht met de bekommernis, elke partijneming te weren en, zo goed als maar mogelijk, een bevredigend evenwicht te bereiken. Het was inderdaad nodig rekening te houden met het feit, dat aanzienlijke belangen tegelijkertijd hun vertegenwoordiging zouden vinden in verschillende categorieën.

Aldus zullen de bedrijfshoofden, naast het Belgisch Nijverheidsverbond, vertegenwoordigers vinden in de Vlaamse en Waalse Economische Raden en eventueel zelfs onder de afgevaardigden der universitaire colleges. Hetzelfde zal gelden voor de Middenstand en de Landbouw, die nochtans in het bijzonder worden vertegenwoordigd door hun Hoge Raad. De vertegenwoordigster van de Nationale Raad der Belgische Vrouwen zal zeker niet alleen staan, daar de andere organismen ook, zoals te wensen is, hun toevlucht mogen nemen tot de aanwijzing van vrouwen.

Zou men de arbeidersvertegenwoordiging als te ruim kunnen beschouwen ? Het is weer de heer Roger Motz die de beste rechtvaardiging er van geeft : « De indieners van het voorstel, zo schrijft hij, « hebben niet gewild, dat de vertegenwoordigers van de arbeidersstand de indruk zouden hebben letterlijk verloren te zijn onder de vertegenwoordigers van de intellectuele, gerechtelijke en economische kringen ». Inderdaad moet worden aangestipt, dat de arbeiderskringen in de andere categorieën om zeggens niet de gelegenheid zouden vinden om een aanvullende vertegenwoordiging te bemachtigen.

In strijd met hetgeen men had kunnen voorzien, wordt de Magistratuur niet vertegenwoordigd. Wij hebben inderdaad enerzijds geoordeeld, dat de tussenkomst van de rechterlijke macht in een geschil betreffende de Uitvoerende Macht een bezwaar van grondwettelijke aard zou kunnen uitlokken ; anderzijds, dat de Magistratuur, zowel als het Leger, in dergelijke omstandigheden een volstrekte kalmte moet bewaren, die zij slechts kan vinden in onthouding en stilzwijgen.

Zal men ten slotte, zoals de heer Roger Motz voorziet, kunnen opwerpen dat, wegens het feit dat de aanwijzing der leden bij wijze van verkiezing geschiedt, moeilijkheden zullen oprijzen in de schoot van de verschillende colleges ? « Het kan toch niet worden betwist », zo schrijft hij, « dat dergelijke verkiezingen minder weerklank zullen hebben en minder beroering zullen verwekken dan een uitgebreide volksraadpleging, tijdens welke de Koning, zijn gade, zijn omgeving, misschien zijn familie, onvermijdelijk door het slijk zullen worden gesleurd door zijn meest fanatieke vijanden ».

Laten wij er nog aan toevoegen dat de verkiezingen ver-

au scrutin secret — et qu'elles seront contrôlées par la présidence du Ministre de l'Intérieur ou de son délégué, — de même que le seront la vérification des mandats dans l'assemblée constitutive et l'élection du Président de la Commission Nationale.

VI. — *La Mission de la Commission.*

A ce qui a été dit déjà sur ce sujet, il convient d'ajouter que l'avis exprimé sur l'opportunité peut être influencé par l'opinion que la Commission se serait faite sur « les problèmes qui se posent au sujet des rapports du Chef de l'Etat, dans l'exercice de sa fonction, en temps de paix et en temps de guerre, avec le Gouvernement et le Parlement ». C'est pourquoi la Commission est invitée à faire connaître cette opinion qui, elle aussi, est susceptible de constituer une information précieuse pour le Parlement et pour le pays.

Pour décider des éléments de nature à éclairer sa conviction et pour procéder, dans le cadre de sa mission, à toutes investigations qu'elle jugera pertinentes, la Commission sera souveraine. Elle sera souverainement aussi pour l'organisation de ses travaux. Il serait en effet impossible d'exiger d'elle un avis motivé, si de tels pouvoirs lui étaient refusés ou même étaient soumis à une limitation quelconque. La composition de la Commission doit imposer à tous, dans ce domaine, une égale confiance dans sa prudence et dans sa conscience. Ainsi se justifie l'article 4 de la proposition de loi.

VII. — *Délai et dépôt du rapport.*

En limitant à trois mois la durée du mandat confié à la Commission, nous avons eu la préoccupation, d'une part, de lui laisser le temps strictement nécessaire pour conduire son travail à bonne fin; d'autre part, d'empêcher les détracteurs de la proposition d'attribuer injustement à ses auteurs l'intention de retarder indéfiniment la solution du problème par une manœuvre dilatoire.

Le rapport motivé, rédigé dans les deux langues nationales, devra être déposé, dans ce délai, en mains des Présidents des Chambres. Sa publication aux documents parlementaires en assurera la publicité.

VIII. — *Garanties d'impartialité.*

A celles qui résultent déjà de la composition même de la Commission, s'ajoutent les garanties suivantes :

1° Les membres devront, avant leur entrée en fonctions,

plicht bij geheime stemming zullen geschieden — en dat zij onder contrôle zullen staan van het voorzitterschap waargenomen door de Minister van Binnenlandse Zaken of zijn afgevaardigde; hetzelfde zal zich voordoen voor het nazien van de mandaten op de stichtingsvergadering en voor de verkiezing van de Voorzitter van de Nationale Commissie.

VI. — *Opdracht van de Commissie.*

Aan hetgeen dienaangaande reeds werd gezegd, past het nog toe te voegen dat het uitgebracht advies over de gepastheid kan worden beïnvloed door de mening die de Commissie zou hebben opgedaan over « de vraagstukken die worden gesteld in verband met de betrekkingen van het Staatshoofd, bij de uitoefening van zijn ambt, in vredes- en oorlogstijd, met de Regering en met het Parlement ». Om die reden wordt de Commissie uitgenodigd om die mening kenbaar te maken, daar deze insgelijks een kostbare voorlichting kan uitmaken voor het Parlement en voor het Land.

Om te beslissen over de gegevens geschikt om haar overtuiging voor te lichten en om, binnen het raam van haar opdracht, over te gaan tot alle door haar gepast geoordeelde onderzoeken, zal de Commissie oppermachtig zijn. Zij zal ook oppermachtig zijn voor de inrichting van haar werkzaamheden. Het ware inderdaad onmogelijk, van haar een met redenen omkleed advies te vergen indien haar dergelijke machten werden geweigerd of zelfs aan een welkdanige beperking werden onderworpen. De samenstelling van de Commissie moet op dit gebied aan allen een gelijk vertrouwen inboezemen in haar omzichtigheid en haar plichtsbesef. Dit verantwoord artikel 4 van het wetsvoorstel.

VII. — *Termijn en indiening van het verslag.*

Door de duur van het aan de Commissie toevertrouwd mandaat tot drie maanden te beperken, hebben wij enerzijds de bekommernis gehad, haar de stipte nodige tijd te laten om haar werk tot een goed einde te brengen; anderzijds, te verhinderen dat de bekampers van het voorstel ten onrechte de indieners er van zouden kunnen beschuldigen het inzicht te hebben de oplossing van het vraagstuk door een manœuvre op de lange baan te schuiven.

Het met redenen omkleed verslag, opgemaakt in de beide landstalen, moet, binnen die termijn, ter hand worden gesteld van de Voorzitters van de Kamers. Het zal worden bekendgemaakt door opname in de parlementaire bescheiden.

VIII. — *Onpartijdigheidswaarborgen.*

Aan deze die reeds voortvloeien uit de samenstelling zelf van de Commissie, moeten nog de volgende waarborgen worden gevoegd :

1° Alvorens in functie te treden, zullen de leden de vol-

prêter le serment suivant : « Je jure de donner mon avis en âme et conscience, sans haine et sans crainte, et de garder le secret des délibérations. Ainsi m'aide Dieu. »

Cette obligation répond à l'inquiétude de certains qui s'imaginent que, les opinions étant faites à l'avance, il suffira d'un scrutin sans information ni débat préalable, ou même d'un simple calcul, pour dégager la majorité. Dira-t-on que le serment sera sans effet et que chacun, se tenant à son opinion préconçue, le considèrera comme une formalité sans importance? Ce serait faire injure à tous les Belges — et spécialement à ceux qui seront honorés du choix de leurs pairs et de la confiance de la Nation. Pourquoi ce serment aurait-il moins de valeur que celui que la Justice, dans des cas où l'intérêt général n'est pas aussi fondamentalement en cause, impose aux témoins et aux experts? Rappelons-nous que la seule omission d'une telle formalité entraîne automatiquement la cassation des arrêts.

2° Les représentants du Roi et du Gouvernement jouiront, sur tous les actes de la Commission, sur tous les documents constituant ses archives, du droit de regard le plus étendu. Dans les débats auxquels ils assisteront, à titre consultatif, le droit d'être entendus leur est reconnu, chaque fois qu'ils le demanderont.

3° Les débats seront secrets, pour assurer à chaque membre la liberté absolue d'expression de sa pensée. De plus, le secret empêchera que le pays soit livré, pendant la durée des travaux, à une agitation préjudiciable — que nous souhaitons empêcher dans toute la mesure du possible.

4° La scrupuleuse impartialité du secrétariat administratif sera assurée par la désignation des Greffiers des deux Chambres, assistés des services placés sous leur autorité.

Conclusions.

A l'heure où nous écrivons, les attributions royales ne sont pas à l'abandon. Jamais le pays, fidèle à la Monarchie, ne pourra témoigner suffisamment à son Altesse Royale le Prince Charles de Belgique sa reconnaissance pour les services éminents que, depuis son élévation à la Régence, il n'a cessé de rendre avec autant de tact que d'autorité.

Il n'est pas contestable néanmoins qu'il y ait urgence, après plus de quatre années, à rétablir le fonctionnement normal de nos institutions constitutionnelles — et par conséquent à déterminer la voie par laquelle il est possible d'y parvenir. L'agitation actuelle en est la preuve.

gende eed moeten afleggen : « Ik zweer mijn advies naar plicht en geweten uit te brengen, zonder haat noch vrees, en het geheim der beraadslagingen te bewaren. Zo helpe mij God. »

Die verplichting beantwoordt aan de bekommernis van sommigen die zich inbeelden dat, aangezien de meningen vooraf vaststaan, een stemming zonder voorafgaandelijk onderzoek noch debat, of zelfs een eenvoudige berekening, zal volstaan om de meerderheid te bepalen. Zal worden gezegd, dat de eed zonder invloed zal zijn en dat een ieder, zich houdend aan de vooraf bepaalde mening, hem als een formaliteit zonder belang zal beschouwen? Dit ware een belediging voor alle Belgen en vooral voor degenen die zullen worden vereerd door de keuze van hun gelijken en door het vertrouwen van het Land. Waarom zou die eed minder waarde hebben dan deze die door het Gerecht aan getuigen en deskundigen wordt opgelegd in gevallen waarbij het algemeen belang niet zozeer is betrokken? Laten wij in herinnering brengen, dat alleen door het nalaten van een dergelijke formaliteit de arresten automatisch worden verbroken.

2° De vertegenwoordigers van de Koning en van de Regering zullen, op alle handelingen van de Commissie, over alle documenten die haar archief uitmaken, het meest uitgebreid recht van toezicht hebben. Bij de debatten die zij zullen bijwonen ten raadgevenden titel, wordt hun het recht verleend om te worden gehoord, telkens als zij dit zullen vragen.

3° De debatten zullen geheim zijn, om aan ieder lid de mogelijkheid te verschaffen volkomen vrijelijk zijn mening te zeggen. Bovendien zal door de geheimhouding worden verhinderd dat het land, gedurende de werkzaamheden, zou worden overgeleverd aan een schadelijke beroering, die wij zoveel mogelijk wensen te verhinderen.

4° De nauwgezette onpartijdigheid van het bestuurlijk secretariaat zal worden verzekerd door de aanwijzing van de Griffiers van beide Kamers, bijgestaan door de onder hun gezag gestelde diensten.

Besluiten.

Op het ogenblik dat wij dit schrijven, worden de koninklijke bevoegdheden niet verwaarloosd. Nooit zal het land, dat getrouw is aan de Monarchie, in voldoende maat aan Zijn Koninklijke Hoogheid Prins Karel van België, zijn erkentelijkheid kunnen betuigen voor de uitmuntende diensten die Hij, sedert hem het Regentschap werd toevertrouwd, niet heeft opgehouden te bewijzen met evenveel tact als gezag.

Het kan nochtans niet worden betwist dat het, na meer dan vier jaar dringend nodig wordt, de normale werking van onze grondwettelijke instellingen te herstellen, en derhalve de weg aan te tonen langswaar het mogelijk is dit te bereiken. De huidige beroering is daarvan een bewijs.

Cette voie n'est pas celle de la consultation populaire. Nous en avons dit les raisons. A ceux qui s'en font, avec une passion d'ailleurs sincère, les prosélytes, — quelle que soit leur opinion politique — nous croyons avoir démontré qu'au lendemain de cette consultation, rien ne sera terminé. Tout commencera, au contraire, dans un paroxysme exalté de la dissension nationale. Alors seulement viendra, pour tous ceux qui l'auront voulue et ordonnée, l'heure des lourdes responsabilités devant la Belgique — et sans doute même devant l'Histoire. Notre impérieux devoir nous commande de les repousser loin de nous.

C'est pourquoi, sans aucune hésitation, nous choisissons la voie qu'ouvrira l'adoption de la proposition de loi. Peut-être dira-t-on que celle-ci n'est pas parfaite; si c'était vrai elle serait perfectible — et nous ne refuserons pas d'examiner toute suggestion qui serait en harmonie complète avec les principes qui nous ont guidés.

Nous demandons au Parlement, assuré de notre entière bonne foi, de juger notre œuvre à la lumière de son patriotisme — et de faire que le jour se lève enfin où tous les cœurs belges pourront à nouveau battre à l'unisson. C'est là, et là seulement, qu'est le salut de la patrie commune.

Die weg is niet de volksraadpleging. Wij hebben er de redenen van aangehaald. Aan diegenen die, met een trouwens oprechte hartstocht, er zich de aanhangers van maken — welk ook hun politieke opvatting weze — menen wij het bewijs te hebben geleverd dat na die volksraadpleging niets zal zijn beëindigd. Alles zal integendeel een aanvang nemen, in een atmosfeer van een tot het uiterste opgedreven nationale verdeeldheid. Dan eerst zal voor al diegenen die het zullen hebben gewild en bevolen, het uur aanbreken van de zware verantwoordelijkheden tegenover België — en wellicht zelfs tegenover de Geschiedenis. Onze dwingende plicht beveelt ons ze ver van ons af te wijzen.

Daarom verkiezen wij zonder enige aarzeling de weg die zal worden opgesteld door de aanneming van het wetsvoorstel. Misschien zal worden gezegd dat dit niet volmaakt is; indien dit zo ware, dan zou het kunnen worden verbeterd, — en wij zullen niet weigeren iedere suggestie te onderzoeken die volledig in overeenstemming zou zijn met de beginselen waardoor wij ons hebben laten leiden.

Wij vragen aan het Parlement dat verzekerd mag zijn van onze volledige goede trouw, ons werk te willen beoordelen in het licht van zijn vaderlandsliefde, — en te bewerken dat eindelijk de dag zou aanbreken waarop alle Belgische harten opnieuw eenstemmig zullen mogen kloppen. Daar, en daarin alleen, is het heil te vinden van het gemeenschappelijk Vaderland.

Albert DEVEZE.

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Il est institué une Commission Nationale ayant pour mission de donner son avis motivé sur l'opportunité de la reprise des attributions royales par Sa Majesté Léopold III, et de dire si cette reprise est de nature à assurer la paix publique, la concorde nationale et le fonctionnement normal des institutions constitutionnelles de la Belgique.

Elle donnera son avis sur les mesures qu'elle estimerait propres à résoudre les problèmes qui se posent au sujet des rapports du Chef de l'Etat, dans l'exercice de sa fonction, en temps de paix et en temps de guerre, avec le Gouvernement et le Parlement.

ART. 2.

La Commission est composée comme suit :

Les Ministres d'Etat :

A. — Représentation Nationale :

Un représentant de chacun des groupes parlementaires constitués dans les deux assemblées législatives.

WETSVOORSTEL

EERSTE ARTIKEL.

Er wordt een nationale commissie ingesteld, die tot opdracht heeft een met redenen omkleed advies uit te brengen over de vraag of het al dan niet gepast is dat Z. M. Leopold III, zijn koninklijke bevoegdheden weder zou uitoefenen en te zeggen of deze wederuitoefening van die aard is dat de openbare rust, de nationale eendracht en de regelmatige werking van de grondwettelijke instellingen van België worden verzekerd.

Zij zal advies uitbrengen over de maatregelen die zij gepast zou achten om de vraagstukken op te lossen, die gesteld worden aangaande de betrekkingen van het Staatshoofd met de Regering en het Parlement bij de uitoefening van zijn ambt, in vredes- en in oorlogstijd.

ART. 2.

De Commissie wordt als volgt samengesteld :

De Staatsministers :

A. — De Nationale Vertegenwoordiging :

Eén vertegenwoordiger van ieder der parlementaire fracties, die in beide wetgevende vergaderingen bestaan.

B. — Milieux universitaires :

Un représentant du corps professoral de chacune des quatre universités.

C. — Milieux juridiques :

Les Bâtonniers des Ordres des Avocats près les Cours d'Appel du Royaume.

Le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats près la Cour de Cassation.

D. — Milieux économiques et sociaux :

Un représentant de la Fédération des Industries Belges.

Un représentant du Vlaams Economisch Verbond.

Un représentant du Conseil Economique Wallon.

Dix représentants désignés par les associations ouvrières ayant fait partie de la dernière Conférence Nationale du Travail.

Deux représentants du Conseil Supérieur des Classes Moyennes.

Un représentant du Conseil Supérieur de l'Agriculture.

Une représentante du Conseil National des Femmes belges.

E. — Institutions patriotiques :

Trois représentants du Conseil National de la Résistance.

Trois représentants des Etats Généraux des Anciens Combattants.

Un représentant de l'Association des Vétérans Coloniaux.

ART. 3.

La Commission élit son président et quatre Vice-présidents, ceux-ci désignés dans chacune des catégories représentées à l'exception de celle à laquelle appartient le président.

ART. 4.

La Commission décide des éléments qu'elle juge de juge de nature à éclairer sa conviction. Elle a pouvoir de procéder en conséquence à toutes investigations dont elle apprécie souverainement la pertinence.

ART. 5.

Deux représentants à désigner par Sa Majesté le Roi et deux représentants à désigner par les Ministres réunis en Conseil sont habilités à assister à tous les débats, et devront être entendus chaque fois qu'ils le demanderont. Ils ont

B. — Universitaire kringen :

Één vertegenwoordiger van het professorenkorps van ieder der vier universiteiten.

C. — Gerechtelijke kringen :

De staphouders van de Orde der Advocaten van de Hoven van Beroep van het Koninkrijk.

De staphouder van de Orde der Advocaten bij het Hof van Verbreking.

D. — Economische en sociale kringen :

Één vertegenwoordiger van het Verbond der Belgische Nijverheid.

Één vertegenwoordiger van het Vlaams Economisch Verbond.

Één vertegenwoordiger van de « Conseil Economique Wallon ».

Tien vertegenwoordigers, aangewezen door de arbeidersverenigingen, die deel uitmaakten van de jongste Nationale Arbeidsconferentie.

Twee vertegenwoordigers van de Hoge Raad voor de Middenstand.

Één vertegenwoordiger van de Hoge Raad voor de Landbouw.

Één vertegenwoordigster van het Nationaal Verbond der Belgische Vrouwen.

E. — Vaderlandlievende instellingen :

Drie vertegenwoordigers van de Nationale Raad van de Weerstand.

Drie vertegenwoordigers van de Staten-Generaal der Oud-Strijders.

Één vertegenwoordiger van de Vereniging der Oud-Kolonialen.

ART. 3.

De Commissie kiest haar Voorzitter en vier Ondervoorzitters; deze laatsten worden aangewezen onder de leden van ieder vertegenwoordigde categorie, met uitzondering van diegene waartoe de voorzitter behoort.

ART. 4.

De Commissie beslist welke gegevens zij oordeelt geschikt te zijn om tot voorlichting te dienen. Diensvolgens is zij gemachtigd om tot alle navorsingen over te gaan, die zij oppermachtig als gepast oordeelt.

ART. 5.

Twee vertegenwoordigers aan te wijzen door Z. M. de Koning en twee vertegenwoordigers aan te wijzen door de in Rade vergaderde Ministers zijn gemachtigd om al de besprekingen bij te wonen en zij zullen gehoord worden

en outre le droit de prendre connaissance, sans déplacement, de tous documents versés aux archives.

ART. 6.

Tous les votes ont lieu au scrutin secret.

Tous les débats ont lieu à huis-clos.

Les pouvoirs de la Commission expireront dans le délai de trois mois à partir de son assemblée générale constitutive. Elle est tenue de déposer son rapport endéans ce délai.

Le rapport, rédigé dans les deux langues nationales, sera déposé en mains des Présidents des deux Assemblées législatives. Il sera rendu public par la voie des documents parlementaires.

ART. 7.

Le Ministre de l'Intérieur est chargé de provoquer d'urgence la réunion des collèges et collectivités visés à l'article 2, en vue de procéder, au scrutin secret, à la désignation de leurs représentants.

Il convoque et préside l'Assemblée Générale constitutive pour la vérification des mandats et l'élection du Président.

Avant leur entrée en fonction, les membres de la Commission sont tenus de prêter le serment suivant : « Je jure » de donner mon avis en âme et conscience, sans haine et » sans crainte, et de garder le secret des délibérations. » Ainsi m'aide Dieu ».

ART. 8.

Les Greffiers de la Chambre des Représentants et du Sénat, assistés des services placés sous leur autorité, assurent le secrétariat administratif de la Commission ainsi que le classement et la conservation de ses archives.

ART. 9.

Un crédit indicatif d'un million de francs est ouvert au Budget du Ministère de l'Intérieur pour le règlement des charges que comporte le fonctionnement de la Commission.

telkens als zij het zullen vragen. Daarenboven hebben zij het recht, zonder verplaatsing, kennis te nemen van alle bescheiden die in het archief berusten.

ART. 6.

Al de stemmingen zijn geheim.

Al de besprekingen geschieden met gesloten deuren.

De bevoegdheden van de Commissie vervallen binnen een termijn van drie maanden te rekenen van haar algemene stichtingsvergadering af. Zij is gehouden haar verslag binnen die termijn in te dienen.

Het verslag, opgemaakt in de beide landstalen, wordt overhandigd aan de Voorzitters van de twee Wetgevende Vergaderingen. Het wordt openbaar gemaakt door middel van de parlamentsbescheiden.

ART.

De Minister van Binnenlandse Zaken wordt ermede belast, bij hoogdringendheid de in artikel 2 bedoelde colleges en groepen op te roepen om bij geheime stemming tot de aanwijzing van hun vertegenwoordigers over te gaan.

Hij roept de Algemene Stichtingsvergadering op, voor het onderzoek van de mandaten en de verkiezing van de voorzitter, en zit ze voor.

Vooraleer hun ambt waar te nemen, moeten de leden van de Commissie volgende eed afleggen : « Ik zweer mijn advies naar plicht en geweten uit te brengen, zonder haat noch vrees, en het geheim der beraadslagingen te bewaren. Zo helpe mij God. »

ART. 8.

De griffiers van de Kamer der Volksvertegenwoordigers en van de Senaat, bijgestaan door de onder hun gezag gestelde diensten, verzekeren het bestuurlijk secretariaat van de Commissie, alsook het rangschikken en het bewaren van haar archiefstukken.

ART. 9.

Een aanwijzend crediet van 1.000.000 frank wordt op de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken uitgetrokken voor de regeling van de lasten die door de werking van de Commissie worden veroorzaakt.

Albert DEVÈZE.
Léo MUNDELEER.
Louis JORIS.
René LEFEBVRE.